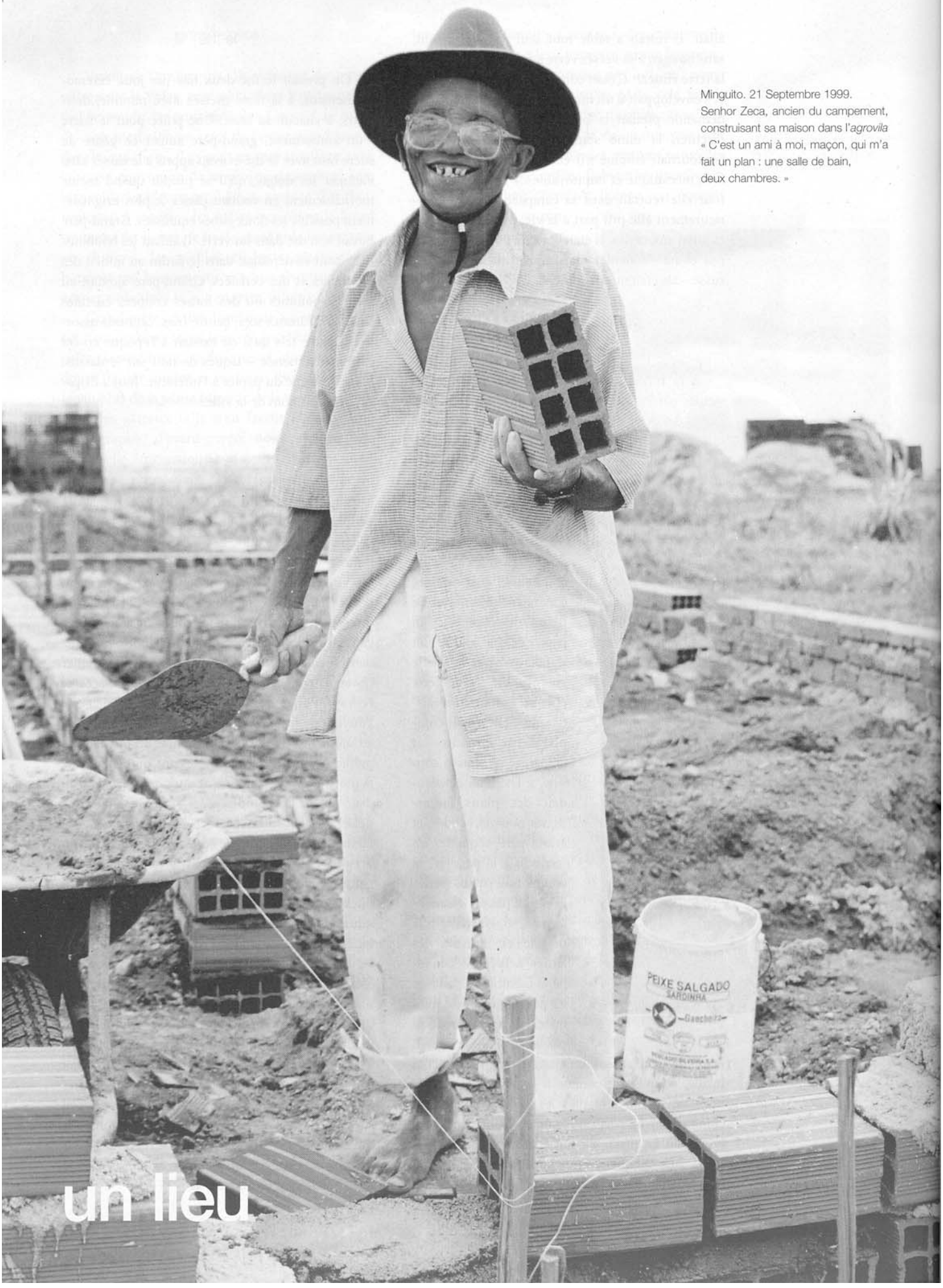
Pernambouc, Brésil



Minguito. 21 Septembre 1999.
Senhor Zeca, ancien du campement, construisant sa maison dans l'*agrovila*
« C'est un ami à moi, maçon, qui m'a fait un plan : une salle de bain, deux chambres. »

un lieu

« RÉFORME AGRAIRE » : UN SLOGAN MYTHIQUE AU BRÉSIL. AU-DELÀ DU MOT D'ORDRE ET DES IMAGES QU'IL ÉVOQUE, NI DES MASSES ANONYMES, NI DES HÉROS, MAIS DES HOMMES ET DES FEMMES AUX PARCOURS VARIÉS. COMMENT UN PROCESSUS QUI MÊLE OCCUPATION ILLÉGALE DES GRANDES PLANTATIONS DE CANNE À SUCRE DU NORDESTE ET REDISTRIBUTION DE TERRES PAR L'ÉTAT EST-IL VÉCU PAR SES ACTEURS ? ENQUÊTE ET EXPOSITION(*) SUR UN MONDE QUI CHANGE. Un dossier réalisé par **Benoît de L'Estoile**

nous sommes devenus des personnes

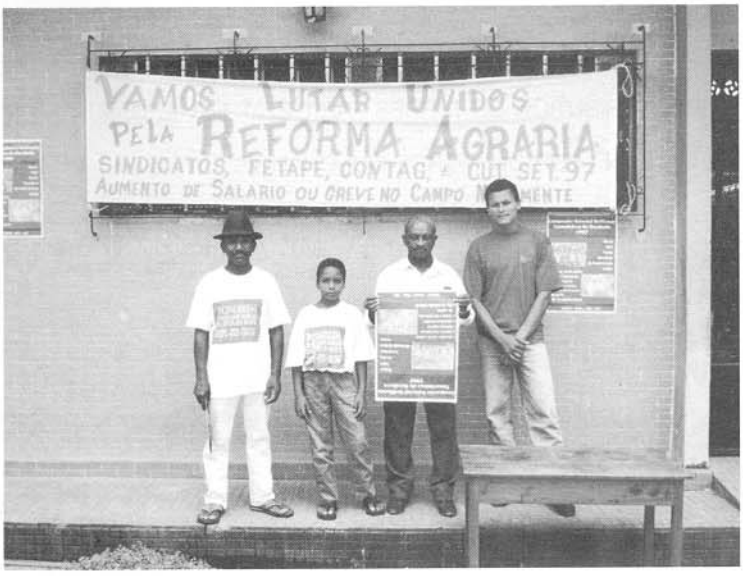
portraits d'une redistribution des terres au nordeste

Le 27 octobre 2002, Lula, (Luis Inacio Lula da Silva) a été élu président de la République du Brésil avec plus de 61 % des voix. Les défis qui attendent le nouveau président sont colossaux, et les contraintes économiques et politiques qui pèsent sur lui considérables ; mais son élection constitue en soi une petite révolution. Pour la première fois dans l'histoire du Brésil, un homme du peuple arrive à la tête du pays.
Né dans une famille de paysans pauvres de l'Etat du Pernambouc, Lula, comme des milliers d'autres Nordestins, fait encore enfant le long voyage en camion vers l'Etat de São Paulo, où toute la famille vit dans une seule pièce. Il apprend à lire et écrire à dix ans. A douze, il commence à travailler comme livreur, après avoir été cireur de chaussures, puis fait son apprentissage de tourneur. Devenu métallurgiste, il travaille en équipe de nuit et perd un doigt dans un acccident du travail parce que son coéquipier somnole. Sa première femme, mal soignée, est morte en accouchant. C'est alors qu'il s'engage dans le syndicalisme. A la fin des années 1970, il organise les grandes grèves des métallos de la région industrielle de São Paulo, est emprisonné par les militaires alors au pouvoir, puis est, en 1980, un des fondateurs du Parti des Travailleurs.
Par cette trajectoire, Lula incarne, pour ses partisans comme ses adversaires, le « peuple brésilien ». Presque tous les membres des classes populaires que j'ai rencontrés dans les jours qui ont suivi son élection, à Rio de Janeiro ou dans le Nordeste, considèrent Lula comme « l'un des nôtres ». C'est ce qu'expriment des phrases comme « il a habité dans une maison comme la mienne ; il a été journalier comme moi » ; « il sait ce que c'est que d'avoir faim » ; « il a été pauvre » ; « il nous appelle "camarades" ».
La nuit de son élection, Lula a évoqué sa mère, morte analphabète, qui lui avait appris à « toujours marcher la tête haute ». « La tête haute » : c'est aussi la façon dont les paysans du Nordeste veulent être photographiés. Lorsqu'on leur propose de « faire leur portrait », ils se redressent devant l'objectif et prennent la pose. Dans la région des grandes plantations sucrières du Pernambouc, marquée par l'héritage de l'esclavage et la domination personnalisée, la revendication de la dignité n'est pas un vain mot. « On est devenu des personnes » (« *a gente passou a ser gente* »), c'est-à-dire des « êtres humains », nous disait un bénéficiaire de la redistribution des terres pour expliquer ce qui avait changé dans sa vie.

Les photographies publiées ici, et les extraits d'entretiens qui les accompagnent, sont le fruit d'une enquête de terrain dans la zone sucrière dans l'Etat du Pernambouc, au sud de Recife[1]. Dans cette région, un puissant mouvement d'occupations de terres, associé à une politique de « réforme agraire »[2] menée par le gouvernement brésilien, donne depuis quelques années à un certain nombre d'individus et de familles la possibilité d'acquérir une terre et une maison[3]. Cet univers est en constante évolution, d'où la nécessité de dater clichés et entretiens.

(*) L'exposition « Nous sommes devenus des personnes. Nouveaux visages du Nordeste brésilien », réalisée par l'ENS et l'École nationale supérieure des arts décoratifs (Ensad), sera présentée à partir de fin janvier dans les locaux de l'Ecole normale supérieure (45 rue d'Ulm, 75005 Paris), puis devrait circuler dans d'autres lieux. Une exposition à partir de la même enquête, présentée au Musée National, à Rio de Janeiro, est consultable sur le site www.lonasebandeiras.com.br.

Dans ce contexte, qu'est-ce qui se joue autour de la photographie ?
Pour les mouvements sociaux et leurs militants, elle est un témoignage de la lutte, et, à des degrés divers, un moyen de donner un écho aux revendications. Le Mouvement des Sans-Terre (MST)[4] est passé maître dans la mise en scène, à la fois en s'attaquant à des symboles qui lui assuraient une forte couverture médiatique, par exemple en envahissant la propriété du Président Fernando-Henrique Cardoso, mais aussi dans la mise en place de ce qu'il appelle la « mystique », c'est-à-dire toutes les formes de ritualisation de la « lutte pour la terre », mélange d'héritage révolutionnaire et de messianisme religieux : chants, drapeaux, défilés, professions de foi, instruments agricoles brandis. Le caractère volontairement spectaculaire qui caractérise les actions de ce mouvement a grandement contribué à sa médiatisation. Le photographe Sebastião Salgado a ainsi mis son talent et sa notoriété au service de la cause (et vice-versa) : son album *Terra* magnifie, dans une esthétique héroïque, le combat des Sans-Terre anonymes, la rédemption sortant de la souffrance et de la lutte.



« LUTTONS ENSEMBLE POUR LA RÉFORME AGRAIRE ». Rio Formoso. Septembre 1997.
Teixeira, président du syndicat de Rio Formoso, tient l'affiche. À gauche, Zé Francisco, délégué syndical de la plantation Amaragi, accompagné de son fils. À droite, Chiquinho, nouveau leader à Amaragi. Les visages sont sérieux : être photographié entraîne une certaine solennité. Cette mise en scène de la lutte manifeste la détermination des syndicalistes. Sur la banderole, la revendication pour les salaires, privilégiée depuis les années 1980, cède la place à la « lutte pour la Réforme agraire ». En 1999, Teixeira, Zé Francisco et Chiquinho sont devenus parceleiros à Amaragi. BL

Les syndicats de travailleurs ruraux du Pernambouc, ayant une base avant tout locale, n'ont pas le même intérêt que le MST à avoir une visibilité nationale et internationale, mais sont en concurrence avec lui. Historiquement, ils ont trouvé chez les anthropologues de Rio de Janeiro, proches de la gauche intellectuelle, des alliés fidèles, notamment lors des grèves sous le régime militaire ; des années plus tard, ils ont accueilli comme des « amis d'amis » les chercheurs français qui les accompagnaient. Les militants de ces mouvements nous ont donc encouragés à photographier la « lutte » et à témoigner de ce que nous avons vu.
Les portraits, individuels ou familiaux, engagent autre chose. Ils sont pris après une discussion, souvent à l'issue d'un long entretien, enregistré ou non, où la personne raconte l'histoire de sa vie. Etre pris en photo n'est pas un acte anodin ; c'est donner quelque chose de soi. Plusieurs fois, ceux que nous avons photographiés nous ont dit en souriant : « je vais voyager, je vais aller en France ». Par delà l'humour, la photo « représente » ainsi, au sens fort, celui qui en est le sujet.
Au cours de l'enquête ethnographique, où la production d'images n'est pas, à la différence d'un reportage-photo, un but en soi, on ne peut pas photographier en toute circonstance. Pour nous, l'appareil-photo est à la fois instrument de travail (mais moins que le magnétophone ou le cahier de terrain), aide-mémoire, « boîte à souvenirs », poids au fond du sac, et façon de « rendre » aux enquêtés une part de ce qu'ils nous donnent.
La photographie n'est donc ni un document simple, ni un simple « document ». Elle rentre dans une relation d'échange avec les enquêtés ; elle peut être un « cadeau », d'abord don de son image à l'enquêteur, puis souvenir offert en remerciement. En échange de mes tirages, certains ont insisté pour que j'emporte un de leurs clichés familiaux. Elle inscrit aussi la relation dans la durée : lors de mon dernier séjour, invité à partager un repas dans la nouvelle maison d'une famille bénéficiaire d'une parcelle, nous avons regardé des photos prises cinq ans plus tôt dans les campements, en évoquant le souvenir des disparus et les enfants qui ont grandi. ■

Benoît de L'Estoile

(1) La phase collective de l'enquête, effectuée en commun par des enseignants et des étudiants du Département d'anthropologie du Musée National (Université Fédérale de Rio de Janeiro) et du Département de sciences sociales de l'École Normale Supérieure (Paris), s'est déroulée dans les communes de Rio Formoso, Serinhaém et Tamandaré, en septembre 1997, puis au cours de l'été 1999. Elle se poursuit depuis.
(2) Cette expression est un enjeu pour les acteurs, qui l'utilisent dans des sens différents. Depuis les Ligues paysannes des années 1950, l'expropriation des *latifundios* est une revendication des mouvements et partis de gauche ; aujourd'hui, syndicats ruraux et Mouvement des Sans Terre dénoncent comme insuffisantes les mesures prises par le gouvernement, visant à installer des familles sur des terres rachetées à leurs propriétaires, et réclament une « véritable réforme agraire ».
(3) D'après l'INCRA, dans tout le Brésil, entre 1995 et 99, 372 624 familles ont été installées dans le cadre de projets de réforme agraire, sur une surface totale de 17,1 millions d'hectares, équivalant à un tiers du territoire de la France métropolitaine. Le MST conteste la réalité de ces chiffres.
(4) Le MST est né d'une alliance entre la gauche de l'Eglise, marquée par la théologie de la libération et les « communautés ecclésiales de base », et les trotskistes, liés à l'aile radicale du Parti des Travailleurs.

Jérôme Gautié

CAMPEMENT DE BREJO
Brejo, 19 septembre 1997
Le drapeau du Mouvement des Sans Terre flotte au dessus du campement dans la plantation Brejo, installé en bordure du chemin.
Le drapeau est un élément essentiel de la technologie politique des occupations : il est à la fois ce qui distingue un « campement » d'un groupe d'habitations de fortune, et un signe, dans un contexte de concurrence entre les mouvements (Mouvement des Sans Terre, scissions dudit mouvement, syndicats de travailleurs ruraux, Pastorale de la terre, etc.), que la plantation est déjà revendiquée.

JG

LA MISE EN SCÈNE DE LA LUTTE
Brejo, 19 septembre 1997
A l'issue de nos entretiens dans le campement de Brejo, les occupants ont demandé à être pris en photo. Ils se sont placés au pied du drapeau (la perche à droite), et ont brandi leurs outils de travail. Ils ont ensuite crié des slogans et repris les chants du MST. Cet enchaînement ritualisé de gestes (on voit à gauche le « chef d'orchestre ») est récurrent dans les campements du MST, lorsqu'il y a des visiteurs extérieurs, et fait partie de ce que les militants nomment la « mystique» du mouvement.

le monde de la canne à sucre

« On a tout le temps vécu dans la culture de la canne à sucre, alors... souvent, les compagnons quand ils chantent, ils chantent des chansons qui parlent de la canne à sucre, la musique qu'ils font est liée à la canne à sucre ... à l'alcool, alors on essaie de changer cette culture pour une culture différente, on ne va plus chanter la musique du salarié de la canne, on va chanter la musique du petit producteur. »

Pedro Assunção
Serra d'Agua, septembre 1999

Depuis les débuts de la colonisation portugaise au XVI[ème] siècle, la *Zona da Mata,* zone fertile et humide proche de la côte atlantique du Pernambouc, a été consacrée à la culture de la canne à sucre. Les grandes plantations ont d'abord employé des esclaves d'origine indienne ou africaine, puis, après l'abolition en 1888, leurs descendants devenus salariés agricoles. La canne à sucre marque de son empreinte les paysages, mais aussi toute la vie quotidienne. C'est ce monde qui est aujourd'hui remis en question par le processus de « réforme agraire ».

Comme le dit Pedro Assunção, ancien syndicaliste paysan devenu bénéficiaire d'une parcelle : « On vient d'une histoire un peu compliquée, parce qu'on vient d'une zone d'esclavage, il y a disons 300, 400 ans, nous étions esclaves, et nous sommes sortis de l'esclavage, et l'objectif était réellement de travailler pour le patron, pour le maître de la plantation, pour planter de la canne à sucre. Nous sommes sortis de l'esclavage pour la politique du salaire, pour la vie du salarié. Alors, dans la vie de salarié, on a continué dans le même esclavage ou pire, parce que dans l'esclavage, on travaillait, il n'y avait pas de salaire, mais il y avait à manger tous les jours, et avec le salaire il y avait une tarification avec une quantité à produire telle que, généralement, le travailleur n'avait pas les moyens de tirer de quoi se maintenir avec sa famille ».

La plantation traditionnelle était un monde clos, unité économique mais aussi politique, caractérisée par la domination ▶

personnelle du *senhor de engenho* (maître de la plantation). Celui qui demandait à habiter sur la plantation, devenant ainsi un *morador* (littéralement, habitant), acceptait du même coup de travailler pour le *senhor*, se plaçant sous sa protection et dans sa dépendance. Ce système a progressivement perdu de sa force, mais marque encore les comportements. La mise en place, à partir des années 1960, des droits sociaux pour les salariés agricoles, a en effet transformé les relations entre maîtres des plantations et *moradores*[1]. La plupart des patrons ont incité les *moradores* à quitter les plantations, sans accueillir de nouveaux salariés. Les plantations se sont donc largement vidées de leurs travailleurs, contraints d'habiter la périphérie des villes, tout en travaillant comme saisonniers lors de la récolte de la canne. D'autres ont émigré, parfois à deux mille kilomètres, vers le sud du pays, essentiellement à São Paulo, la capitale économique du Brésil.

Les syndicats de travailleurs ruraux[2], beaucoup plus puissants au Pernambouc que dans les autres Etats du Nordeste, ont progressivement imposé une transformation des rapports de force avec les patrons des plantations et des raffineries. Persécutés lors du coup d'Etat militaire de 1964, ils ont par la suite recouvré des forces et déposé de nombreuses plaintes en justice : ils se veulent ainsi le fer de lance de la lutte pour le respect des droits des travailleurs ruraux.

Depuis les grandes grèves de 1979, le syndicat appelait chaque année les travailleurs ruraux à la grève pour exiger des augmentations de salaire et des contrats de travail collectifs. La réforme agraire et l'expropriation des *plantations* étaient une revendication des syndicats mais n'apparaissaient pas réalistes à court terme.
Ces changements des modes de domination ont été étudiés depuis les années 1970 par une équipe d'anthropologues du Musée national (Rio de Janeiro)[3]. En 1997, ceux-ci nous ont invités à nous joindre à eux pour une nouvelle recherche, sur les occupations de terre et les transformations sociales[4].

(1). Le Statut de Travailleur Rural, voté en 1963, a étendu au monde agricole le droit du travail en vigueur pour les ouvriers, incluant contrat de travail, syndicat, treizième mois, congés payés. Dans les récits de vie des paysans, l'« arrivée des droits » est un moment essentiel.
(2). L'adhésion est automatique pour tous les travailleurs déclarés, leur cotisation étant directement prélevée sur les salaires.
(3). Voir le numéro spécial d'*Etudes rurales*, « Permanences et mutations dans le Brésil agraire », juil.-déc. 1993.
(4). Lygia Sigaud et Benoît de L'Estoile (dir.). « Occupations de terre et transformations sociales : Pernambouco, septembre 1997 ». *Cahiers du Brésil contemporain*, n°43-44, 2001.

« Quand je suis arrivée, j'ai beaucoup travaillé dans les plantations par ici [...]. J'ai travaillé à Bom Conselho, Engenho Novo, dans un autre *engenho* qui est là du côté de la mer, j'ai beaucoup travaillé. [...] C'était l'époque où les filles grandissaient. Maria avait neuf ans, dix ans, elle est allée s'embaucher [comme domestique]. Et moi je travaillais dans les plantations, avec un enfant d'un an. [...] Je m'occupais, je semais tout, je semais de la canne. Tout cela, je l'ai fait. »

BL.

DONA BRIGIDA, DANS LA MAISON DE SA FILLE À MINGUITO. Septembre 1999

Dona Brigida, née en 1928, a vécu une grande partie de sa vie dans les plantations où trois de ses enfants ont fini par obtenir des terres : elle a commencé à travailler encore enfant comme domestique dans la *casa-grande* de Serra d'Agua. C'est dans l'*engenho* Minguito qu'elle a rencontré son mari. Celui-ci, devenu délégué syndical d'un engenho de Rio Formoso, a fui dans le *sertão* avec elle lors du coup d'Etat de 1964, et est mort peu après. Elle est revenue par la suite à Rio Formoso, a travaillé dans la canne, et habité d'abord Minguito, puis en ville.

« J'habitais dans une maison louée [...]. J'ai habité dans une vieille bâtisse qui aujourd'hui est une prison [...] dans une chambrette. J'habitais avec ces enfants. Ensuite les enfants ont grandi, j'ai quitté la chambre et je suis allée habiter dans une maison louée. Après beaucoup de temps, Elias [son fils] a trouvé un terrain sur lequel j'habite. J'habite une maison de planche déjà vieille, la pauvre, pleine de trous, c'est là que j'habite. »

Dona Brigida, est à la fenêtre de la maison de sa fille Severina, dans l'*assentamento* de Minguito, où nous avons été invités à déjeuner. Elle a mis ses vêtements du dimanche pour nous faire honneur.

« J'ai passé 18 ans à travailler ici. Je suis entré dans l'*engenho,* [...] je travaillais au noir, je coupais la canne, et je continuais à travailler. [...] Le patron est venu et il a dit : " écoute, toi qui aime couper la canne le dimanche, aujourd'hui il y a une très bonne coupe de canne là à Serra d'Agua " ; j'ai dit " je vais couper ". [...] Alors j'ai commencé à travailler. [...] Le syndicat n'entrait pas ici, parce que, pour nous qui avions un contrat, le contrat était mort. On m'appelle Bau Presidente, parce que [...] quand j'étais un peu lésé, que je trouvais que Senhor Amaro [le contremaître] donnait une tâche lourde, j'allais au syndicat et je les appelais. [...]

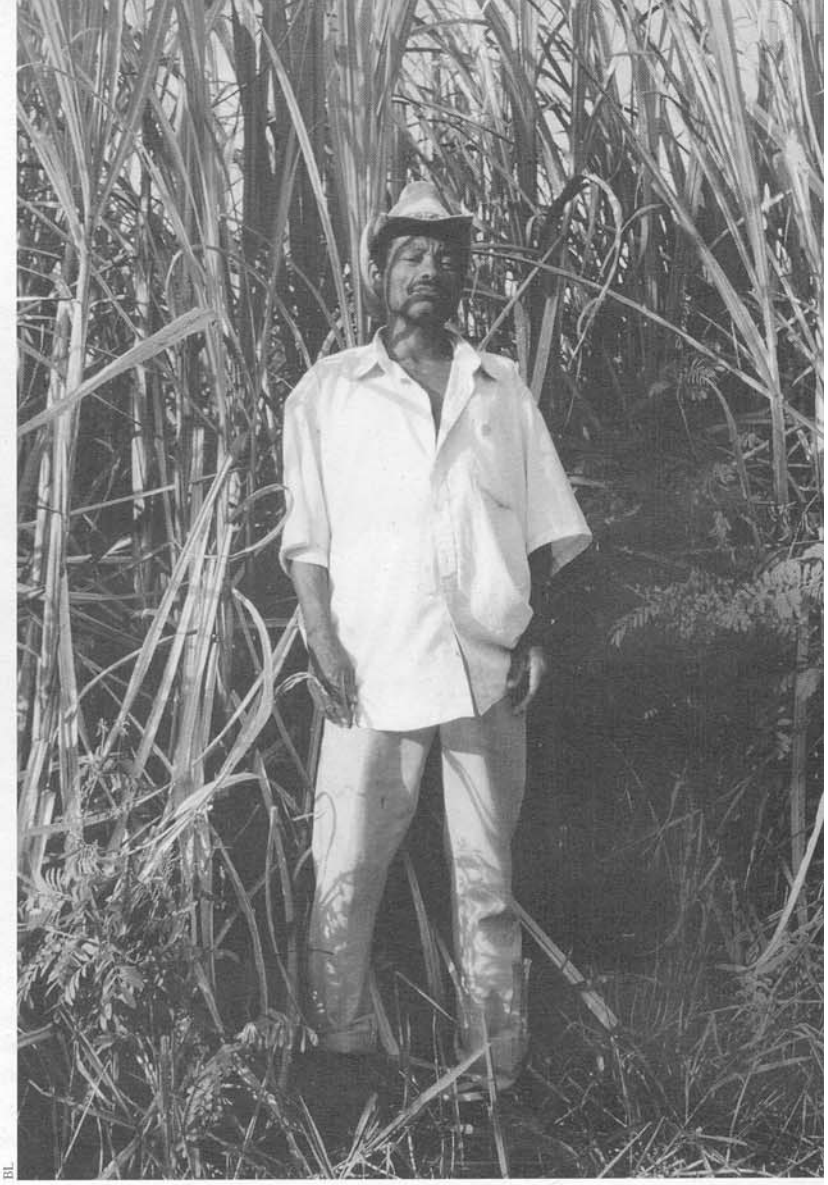
[Un jour, le contremaître a dit] : " Et quelle quantité on peut couper ? " J'ai dit " Je ne sais pas, parce que je ne suis pas contremaître ; celui qui doit savoir, c'est vous et le patron, qui avez la *tabela,* [la convention collective] dans la poche. Maintenant si vous n'avez pas la *tabela,* moi j'en ai une que j'ai là dans la poche. "

Alors il est arrivé et il a dit :

" C'est toi le délégué syndical ?"

"Je ne sais pas ce que je suis, mais je dois chercher mes droits."

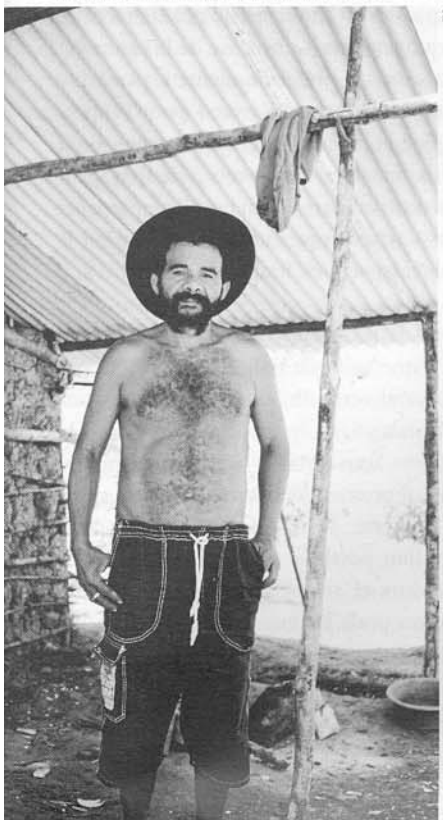
Il a dit : " C'est ça, quand Senhor Carlos [le patron] va arriver, tu vas parler avec lui ", et moi j'ai dit : " Je parlerais même avec le pape, alors avec Senhor Carlos encore plus, et Senhor Carlos n'est pas une bête sauvage, tout ce qu'il peut faire avec moi, c'est me mettre dehors ; mais moi, mes droits, je les cherche. " »



BL

« BAU PRESIDENTE », SUR LA PARCELLE QU'IL A CHOISIE, DEVANT « SA » CANNE.
Serra d'Agua. Septembre 1999 (BL)

SENHOR GILDO. Minguito, septembre 1999



BL

« Moi, Gildo José, je suis bien satisfait de votre présence et des compagnons qui nous ont rendu visite dans notre lutte. [...]

Finalement, moi qui suis analphabète, ce que j'ai appris ç'a été à travailler à la bêche, à la machette. Ma vie a été une lutte de fatigue, depuis mon enfance. J'ai commencé à travailler à 7 ans, en accompagnant mon père. On faisait du charbon. J'ouvrais le sac de charbon pour qu'il remplisse le sac. Couper du fourrage pour que la jument mange dans le *sertão*. Caruaru, Turitama, Santa Cruz de Capibaribe, Vertente de Taquaretinga, Surubim, Tacaimbó, Belo Jardim, Pesqueira, Alcoverde, Sanharó, Serra Talhada, Buí ; ce bout du monde, Petrolina, Petrolândia, Salgueiro, Custodia... Ce bout du monde par là, ça a été notre lutte. Mon père a même tué des jaguars, pour survivre, il n'y avait pas d'autre moyen . [...] Pour ne pas voir ses enfants mourir de faim. Mon père n'était pas un tueur d'animaux par méchanceté. C'était pour survivre. Alors j'ai appris cela, travailler. Travailler, respecter l'humanité. M'occuper de ma lutte. Maintenant, je me sens fatigué. Je suis un gars encore jeune, parce que 46 ans c'est un homme jeune pour tout dans la vie. Mais je me sens déjà fatigué. Pour le travail. [...] 100 kg, pour moi, c'était une plaisanterie. Maintenant je porte 50 avec beaucoup de mal [...]. Mais je rends encore grâce à Dieu, de cette inspiration qu'il m'a donnée pour parler, raconter ma situation. »

Senhor Gildo, rencontré en 1997 dans le campement de Minguito, où il vivait avec le fils qu'il a élevé seul, est devenu *parceleiro*.

CAMPEMENT PRÈS D'UN CHAMP DE CANNE. Serra d'Agua. Septembre 1997.
Les dirigeants syndicaux nous ont emmenés visiter le campement qu'ils ont organisé à Serra d'Agua, juste à côté d'un champ de canne. Le drapeau rouge qui claque au vent signale la présence du Syndicat des Travailleurs Ruraux. En apprenant que le MST, réputé plus agressif, se préparait à envahir les terres de cette plantation, les militants syndicaux, avec l'accord du patron, l'ont occupée préventivement.

les campements

« Mon épouse a dit : "Apolônio, où vas-tu ?" J'ai dit : je vais occuper la terre ; je ne peux pas rester les bras croisés, à mon âge, je ne trouve plus d'emploi pour travailler, je vais chercher une terre, maintenant le seul chemin est de chercher une terre. »

Apolônio
(propos recueillis par Frédéric Viguier et Hernán Gómez)
São João, septembre 1997

Depuis le milieu des années 1990, l'agro-industrie sucrière du Nordeste connaît une grave crise. Le relief du Pernambouc gêne la mécanisation, et les coûts de production sont plus élevés qu'au sud du Brésil (Etats de São Paulo et du Mato Grosso), où certains grands producteurs sucriers du Nordeste ont préféré investir ; en outre, au début des années 1990, le gouvernement brésilien a mené une politique néo-libérale de dérégulation, supprimant l'Institut du Sucre et de l'Alcool, qui contrôlait jusque là les prix et protégeait ainsi l'agriculture déficitaire du Nordeste, ses grands propriétaires et ses emplois.
Dans l'ensemble de la *Zona da Mata*, la production de canne en 1997 avait chuté de 40% par rapport à la fin des années 80. Plusieurs raffineries ont fait faillite et ont fermé ; d'autres licencient leurs travailleurs. La ville de Rio Formoso a ainsi connu une croissance rapide de ses quartiers périphériques, souvent constitués d'habitations précaires. C'est parmi les habitants de ces quartiers, souvent des travailleurs agricoles au chômage, qu'ont été recrutés nombre d'occupants des campements. Cette crise de la canne est un facteur essentiel du processus de « réforme agraire », parce que les occupations de plantations offrent une « issue » pour l'importante population sans emploi, et parce que certains patrons, dont les *plantations* ne sont plus rentables, sont prêts à ce que l'État rachète leurs terres pour investir ailleurs. La loi brésilienne permet en effet l'expropriation des « terres improductives », ce qui est le cas des plantations en faillite, laissées en friche.

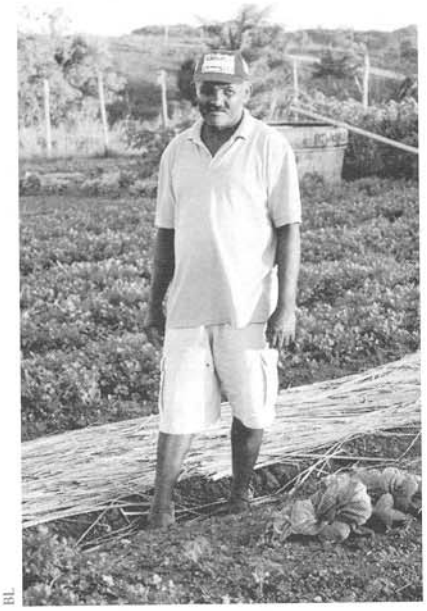
L'occupation des terres est la première étape du processus de réforme agraire. Il s'agit d'une tactique politique importée par un nouveau mouvement social venu du Sud du Brésil, le Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre, plus connu sous le nom de Mouvement des Sans Terre (MST). Né dans les années 1980 dans le Sud du Brésil, il promeut des formes de lutte spectaculaires : occupations de terre, défilés, manifestations, etc. Son arrivée a été un aiguillon pour les syndicats du Pernambouc. À partir de 1995, ceux-ci se mettent à jouer un rôle majeur dans la mobilisation pour l'occupation des terres. La concurrence entre les deux mouvements a abouti à ce que cet

Marie Gaille-Nokidimov

SIVONALDO ET UN CAMARADE. Mamucaba, août 1999

« Quand la police arrivait, elle cherchait le chef. [...] Quand un policier arrivait, et disait : qui est le leader ici ? les gens disaient : " Personne, le leader, c'est nous tous " [...], parce que la police veut le leader, parce que c'est le leader qui nous emmène pour occuper la terre. »

Sivonaldo a 13 ans. Il vit avec ses parents dans le campement de Mamucaba, où l'occupation de la terre dure depuis longtemps déjà, entrecoupée de dispersions violentes. Il vit tous ces événements avec une grande intensité, « *comme un adulte* ». Ici, il pose fièrement avec la casquette du Mouvement des Sans Terre. Ses journées sont pleines : il cultive son manioc, s'occupe des autres enfants du campement et assiste aux réunions organisées par le MST.



BL

GÉRÔNCIO SUR SA PARCELLE. Minguito, nov. 2002

« J'étais en ville, [...] et les gens disaient : " Gérôncio, un campement va s'ouvrir là. Tu ne vas pas envahir la terre ? " Moi je dis : " écoute, ce truc d'envahir la terre, jamais je n'ai envahi de terre, mais j'y vais quand même. " C'était le syndicat. [...] Je travaille dans l'agriculture, je faisais partie du syndicat.
Alors [le dirigeant syndical] a dit : " N'es-tu pas sans travail, Gerôncio ? Tu vas faire quoi maintenant ? Tu n'as pas de terre, tu n'a pas où habiter ; il y a là un terrain qui va être pour le gouvernement, qui va être pour l'INCRA, qui va être seulement pour l'INCRA. Pourquoi ne vas-tu pas sous cette cabane ? " J'ai dit : " tu sais quoi ? J'y vais. "
C'était un samedi après-midi. Moi je dis : " mais attend, comment on va faire pour rester là ? là, en pleine brousse ? "
" Nous [le syndicat] on donne la bâche, on donne la nourriture. [...] Apportez des outils, apportez une bêche, une casserole pour cuisiner, une vieille marmite, et une faucille. " [...]
Nous sommes montés dans la voiture sans même savoir où se trouvait ce Minguito. La voiture s'est remplie de gens et nous sommes allés là. Quand nous sommes arrivés, nous avons ramassé du bois, il faisait presque nuit, nous avons fait une grande cabane avec une bâche, tout le monde est entré dessous, après est venu un camion de nourriture envoyé par le maire, on l'a partagé pour chaque travailleur, pour chaque personne un peu de nourriture. » (Septembre 1999)

Etat soit celui qui compte le plus grand nombre d'occupations de terres de tout le Brésil : entre 1995 et 1998, 308 occupations ont mobilisé au total 35 000 familles. La participation à ces occupations permet aussi aux dirigeants syndicaux de devenir bénéficiaires de parcelles en cas de succès.
Le MST ou le syndicat n'occupent pas n'importe quelle propriété, mais seulement celles qui sont susceptibles d'être expropriées du fait de leur situation économique ou juridique. À travers l'occupation, ces mouvements à la fois signalent les plantations improductives à l'Institut National de la Colonisation et de la Réforme Agraire (INCRA), l'agence de l'Etat brésilien en charge du processus d'expropriation des terres et du suivi de la réforme agraire, et font pression sur lui pour déclencher le processus juridique d'expropriation. C'est donc un acte illégal (l'occupation d'une propriété privée) qui déclenche un processus étatique de redistribution des terres. Paradoxalement, il y a une collaboration (parfois conflictuelle) entre l'INCRA et les mouvements qui organisent les occupations de terre, chacun ayant besoin de son adversaire-partenaire.

Les occupations de terre constituent un défi symbolique à l'autorité des patrons, pour qui elles représentent une « invasion », violation intolérable de leur droit de contrôler *leur* plantation. Certains cherchent à faire expulser les occupants, par des recours judiciaires mis à exécution par la police, mais aussi parfois, en envoyant des hommes de main, les *pistoleiros*, tirer sur les occupants et mettre le feu aux cabanes. Les occupants du campement de Mato Grosso ont ainsi été expulsés à coups de feu par la milice privée des patrons, et plusieurs blessés. Afin que le campement continue à exister du point de vue de l'INCRA, permettant aux occupants de maintenir leur revendication d'accès aux terres, un campement provisoire a été monté dans une autre plantation, déjà expropriée. Aujourd'hui, la plantation a finalement été expropriée.
Les occupations ont toujours lieu pendant la morte-saison (entre deux récoltes de canne), quand le chômage est à son maximum. Pour beaucoup de gens, le campement représente une « issue », au moins provisoire, alors qu'ils sont dans une situation difficile. Ils peuvent bénéficier de la nourriture distribuée par le syndicat, ou, comme à Rio Formoso, où le maire était favorable à la réforme agraire, par la municipalité.
Au moment où reprend la récolte, en septembre, les campements se vident d'une partie de leur population, qui part chercher du travail dans la canne.

L'occupation, si elle n'est pas immédiatement stoppée par une expulsion violente, déclenche le processus d'expertise de l'INCRA, ▶

DONA MORENA : « MAINTENANT, CETTE TERRE EST À MOI. » Minguito, septembre 1999

BL

Morena est née dans l'*engenho* Amaragi. Elle a participé au premier campement de la région, organisé par le MST et le syndicat, ainsi qu'à d'autres campements. Elle n'a pu prendre part à celui de Minguito, car sa fille était gravement malade. Elle a cependant obtenu une parcelle à Minguito, grâce à sa participation antérieure.

«J'habitais là du côté des *sitios*. Après la mort de ma grand-mère, ma mère est passée au siège de l'*engenho*. Et de là on a pris chacun notre destin. Alors je suis passée à Rio Formoso. J'étais sans emploi, mon mari..., je suis arrivée à Rio Formoso, on s'est séparés. Alors j'ai continué à voyager avec le peuple, à marcher au milieu du monde, [parcourir] tout le monde. Subir la faim, subir la pluie et le temps à continué. [...] Aujourd'hui j'ai déjà tant marché par ici [...]. J'ai marché, j'ai beaucoup bataillé. [...] Mes enfants ne veulent pas être ici, ils viennent, s'en vont. Ils ne veulent pas rester, et moi toujours ici. Je n'avais pas d'emploi. Je n'avais rien pour survivre. Je vivais, c'était quelqu'un qui m'aidait pour survivre comme ça. Un petit truc, une chose, une autre. Et moi sans savoir de quoi j'allais vivre. Et comment j'allais terminer le reste de ma vie. Comment j'allais vivre ? Mais aujourd'hui grâce à Dieu, [...] j'ai déjà des choses à faire, pour vendre. Là-bas, au fond, il y a un *sítio* où je m'étais installée. Là au fond, j'ai fait une cabane de plastique sous le manguier. [...] Nous aussi, on est des gens de courage. Et accepter de subir la pluie, le soleil, le froid de la nuit, la faim. Nous avons eu faim, hein, *menina* ? Avoir faim ! Manger maigre. Manger maigre. Et encore, on rendait grâce à Dieu quand il y avait à manger maigre. Pêcher pour manger. [...] J'ai fait face à beaucoup de luttes, à beaucoup de choses. »

OSANA. *Parceleira* de Minguito, septembre 1999

BL

«Moi aussi j'ai été là, j'ai participé au campement. J'y suis allée le second jour. Et je suis restée là, avec les autres. Je suis passée par la difficulté par laquelle les autres sont passés là ; moi aussi j'ai participé, j'ai été très triste ; j'ai été beaucoup mordue par les moustiques. J'ai passé un moment là, j'amenais les enfants. [...] je n'avais pas où habiter. [...] Je continuais à lutter, avec les enfants, en situation de grand besoin, je mangeais ce que les autres me donnaient, m'habillais avec ce que les autres donnaient, avec dix enfants, [...] jusqu'à ce que j'entende parler du campement, et j'ai réussi à arriver jusque-là [...]. Je n'avais pas de mari, je n'avais pas de travail, je n'avais pas d'endroit où habiter : j'étais vraiment une sans terre. C'était une situation très difficile, une humiliation très grande. [...] Si j'étais toute seule, pourquoi voudrais-je la terre ? J'ai agi seulement à cause d'eux. A la maison ils sont dix à mes côtés. Alors j'ai agi, j'ai gagné grâce à Dieu, j'ai réussi. Aujourd'hui les garçons m'aident, les petits sont encore à l'école, les grands étudient le soir. [...] Mon plan, quand je pensais aller [au campement], c'était pour obtenir une meilleure situation pour moi et pour eux, un futur pour eux, parce qu'à mon âge, ce que je vais obtenir pour le futur, ce n'est pas pour moi, mais pour eux. »

Osana, abandonnée par son mari, prépare des boutures de manioc pour planter sur la parcelle qu'elle a obtenue. Elle attend maintenant la construction de sa nouvelle maison.

IGN

CAMPEMENT DE MAMUCABA, Septembre 1997
Ce campement organisé par le Mouvement des Sans Terre se tient en réalité sur une parcelle de l'*engenho* voisin, Brejo, déjà exproprié : en effet, les occupants ont été expulsés violemment de Mamucaba, et ont vu leurs cultures brûlées.

qui évalue la productivité de l'exploitation. Si celle-ci est jugée improductive, un long processus bureaucratique commence alors : souvent entrecoupé de recours judiciaires de la part des propriétaires, il peut mener jusqu'à un décret présidentiel d'expropriation, puis à une déclaration officielle de prise de possession.

Ce processus peut durer un an, 18 mois, deux ans ou plus, ou encore ne jamais aboutir. L'attente est souvent longue, et un certain nombre de participants quittent les lieux, parce qu'ils se découragent ou préfèrent tenter d'autres options. Ils renoncent alors à leur chance d'obtenir une parcelle. D'autres au contraire cherchent à se joindre au mouvement.
Quand l'issue du processus est favorable, la terre est expropriée et la plantation devient un *assentamento* (colonie, nom officiel des nouvelles entités constituées sur les anciens domaines). L'INCRA procède alors à la distribution des terres. Le nombre de bénéficiaires d'une parcelle (dits *parceleiros*) est fixé en fonction de la superficie exploitable de la plantation, chacun recevant un lot d'environ 8 à 10 ha. Au terme de ce processus, la liste des bénéficiaires, négociée avec les mouvements qui encadrent les occupations de terre, est parfois fort éloignée de celle établie au premier jour du campement. L'Etat est propriétaire des terres, mais les *parceleiros* peuvent en prendre possession après les avoir cultivées dix ans.

Pour les *parceleiros*, l'accès à ce statut est synonyme de liberté, et d'une nouvelle dignité sociale. Être chez soi, c'est d'abord être « maître de soi » : pouvoir recevoir qui on souhaite dans sa maison, et cultiver ce qu'on veut sur sa terre, sans avoir à demander l'autorisation du patron.

espoirs et inquiétudes

Après l'expropriation et la prise de possession officielle par l'Etat, son représentant, l'INCRA, est chargé du contrôle de l'*assentamento*. Les bénéficiaires d'une parcelle doivent faire l'apprentissage des contraintes d'un nouvel univers. L'INCRA impose la création d'une association des bénéficiaires dirigée par un bureau, forme juridique nouvelle. Il faut apprendre les règles de la discussion collective, et le vote des décisions. La plupart des démarches sont bureaucratisées, notamment pour obtenir des crédits : il faut remplir des dossiers, alors que beaucoup maîtrisent mal l'écrit. Pour y remédier, des cours d'alphabétisation sont mis en place.
Au lieu de l'interlocuteur unique qu'était le patron, ou son administrateur, les *parceleiros* doivent désormais faire face à des interlocuteurs nouveaux, techniciens agricoles, employés d'organismes et de programmes d'aide aux sigles énigmatiques, représentants d'ONG, dont les règles et les procédures bureaucratiques sont difficilement compréhensibles. Ce nouvel univers, confus, favorise l'émergence de médiateurs (notamment les présidents d'association), souvent plus scolarisés que les anciens leaders syndicaux, et capables d'agir comme traducteurs entre mondes séparés, ce qui leur donne de nouvelles ressources dans un jeu de pouvoir modifié. Pour la plupart des *parceleiros*, la forme collective imposée par l'INCRA ou le MST est une contrainte insupportable, parce qu'elle limite l'autonomie qu'ils pensaient avoir conquise. Certains expriment leur désarroi en disant : « nous sommes ici des employés du gouvernement », indiquant ainsi qu'à leurs yeux l'Etat (avec qui les mouvements qui ont organisé l'occupation sont paradoxalement souvent identifiés dans l'esprit des non-militants) a pris la place du patron.

Les transformations économiques et sociales laissent leur marque sur les paysages. Dans nombre d'anciennes plantations, la canne a cédé la place à de nouvelles cultures. Pour beaucoup de travailleurs agricoles, qui rêvaient d'avoir leur petit lopin, l'accès à une parcelle signifie la possibilité de planter des arbres fruitiers ou des cultures vivrières (manioc, haricot, igname), pour nourrir la famille et vendre ; ils espèrent aussi élever un peu de bétail, ou un cheval pour porter leurs produits au marché.
S'ils reçoivent volontiers l'argent que la banque leur avance dans le cadre de crédits pour la réalisation de ces projets, ce qui représente une somme d'argent qu'ils n'ont jamais eue entre leur mains, et leur donne accès à des biens de consommation jusque là inaccessibles, ils sont inquiets devant la perspective de s'endetter (« la banque ne pardonne pas »).
Les marchés de la région ont connu dans les dernières années

MGN

SENHOR MOURA, *parceleiro* DE CIPÒ. Septembre 1999

MGN

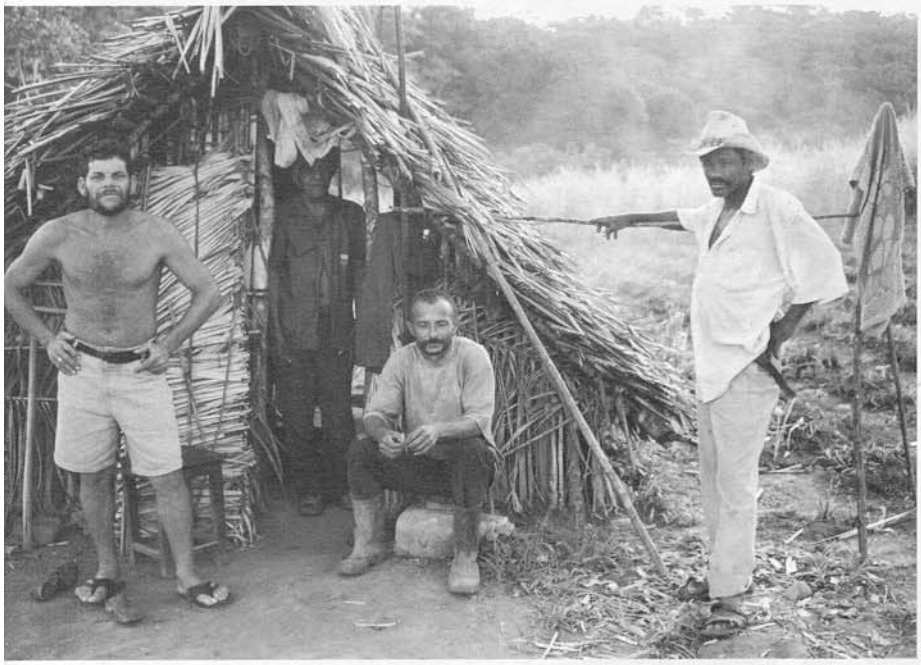
Senhor Moura a appris à écrire sans jamais être allé à l'école. Il a rédigé un texte sur une page de cahier pour les membres de l'équipe, Alexandra Barbosa et Marie Gaille, qui étudiaient l'*assentamento* Cipò. Il regrette le temps du patron, et se plaint que l'entrepreneur chargé d'acheter les matériaux et construire les maisons ait disparu avec l'argent du crédit de l'INCRA.

« Date: 17-9-99 Moura. J'habite ici depuis trente ans. Je travaillais [à la coupe de la canne] pour un sous-traitant, puis je suis passé dans la plantation avec un contrat. Depuis 1995, je suis devenu *parceleiro*. Je vivais mieux [avant] parce que j'étais contremaître, je donnais les ordres et ne devais rien à personne. Aujourd'hui, je me trouve à devoir à la banque, et travaillant plus, et me disputant avec les *parceleiros*, qui ne cessent pas de se mêler du travail des autres. [...] Cette maison, l'INCRA a donné 2 500 Reais pour qu'elle soit construite. Le président d'ici [de l'association], José Augusto [leader local du MST] a fait une réunion pour faire venir un maçon pour lui confier la construction des maisons. J'ai été d'accord, et ai fait affaire avec le maçon Morais. Il habite à Rio Formoso. Je ne suis pas allé parler avec lui du fait de nombreux problèmes. Je dis que je vis plus mal que ce que je vivais avant. [...] Je veux la justice. »

une forte croissance, en raison des produits des *assentamentos*. Cependant, faute d'organisation de la commercialisation, une trop forte production aboutit à la chute des cours : en 2000, la récolte de manioc (*macaxeira*), stimulée par les projets agricoles, a été telle que son prix est tombé à 0,1 euro le kilo sur les marchés de la région. Les *parceleiros* ont préféré laisser pourrir sur pied ce qu'ils ne consommaient pas directement. Depuis, un certain nombre ont replanté de la canne, les cours du sucre étant actuellement très élevés.

Tous ne vivent pas de la même façon le processus de distribution des terres, et l'incertitude qui l'accompagne : la signification que la transformation des règles du jeu prend pour eux dépend notamment de leur trajectoire antérieure. Ceux qui avaient un contrat de travail, même s'ils se réjouissent d'être désormais autonomes, regrettent la disparition d'un salaire régulier. S'ils bénéficiaient d'un patron bienveillant, assurant une forme de protection sociale, ils sont souvent inquiets d'être livrés à eux-mêmes, sans avoir quelqu'un vers qui se tourner en cas de problème d'argent ou de santé.
D'autres, qui n'avaient pas accès à un lopin, se réjouissent de pouvoir « travailler pour eux-mêmes », et disent leur espoir dans l'avenir, pour eux et leurs enfants.

parceleiros APRÈS LE TRAVAIL
DANS LA ZONE COLLECTIVE DE L'*assentamento* AMARAGI.
Septembre 1999 (BL)
Zé Francisco, Antônio, Maria Quitéria, et d'autres *parceleiros* d'Amaragi viennent de terminer le désherbage sur une parcelle de canne qu'ils exploitent en commun dans la zone collective.

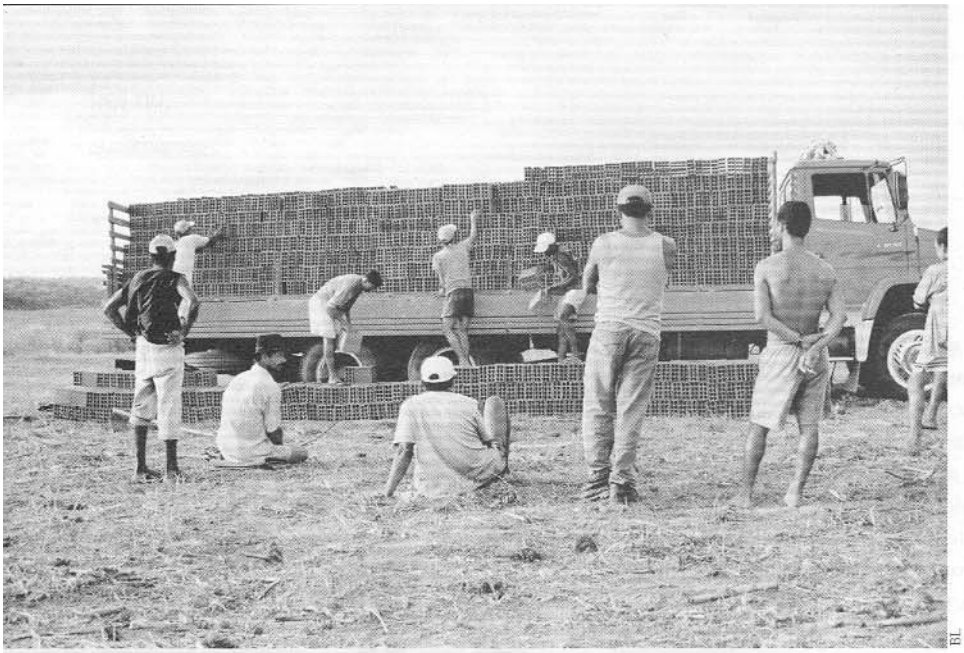


BL

APRÈS LE TRAVAIL SUR LA PARCELLE. CABANE DE NECO, SERRA D'AGUA. Septembre 1999

Bau Presidente nous a emmenés jusqu'à la parcelle de Neco, ancien journalier, assis devant sa cabane. Son cousin, à gauche, et son oncle, l'aident à cultiver.

« Pour moi, c'a été trop bon, pour moi, cela a été une bénédiction, cette histoire d'avoir les terres, parce que je suis tranquille, je travaille ce qui est à moi, je produis pour moi-même. [...] Je travaillais sous contrat [saisonnier], en cette saison j'étais accroché au monde en coupant la canne pour gagner, parce que je travaillais seulement six mois, et six mois sans manger. Quand la récolte se terminait, je recevais un petit quelque chose, et je restais sans rien faire tout l'hiver, je restais à me casser la tête, quand j'allais faire un contrat c'était au mois de la Saint-Jean, sur les terres de l'usine, avec tout le travail, le gars qui souffre ; maintenant, non, le gars travaille tout le temps ici, avec la volonté de Dieu, une fois que ses cultures ont poussé, ça y est, finis les temps difficiles, il se contrôle, [...] le type a la tête froide, travaillant beaucoup, mais travaillant sans fatigue. Et quelqu'un qui est chez lui, si Dieu veut, ça pousse, il mange une chose, mange une autre, [...] il a de la farine de manioc, il a déjà planté des légumes, il plante de tout, il n'a rien à acheter au marché, il a tout, une patate douce, il a tout, alors c'est plus facile, il emmène un petit truc pour vendre à la ville, il achète ce dont il a besoin et ça y est, il est tranquille, pour moi, ç'a été trop bon, pour moi ç'a été une bénédiction. »

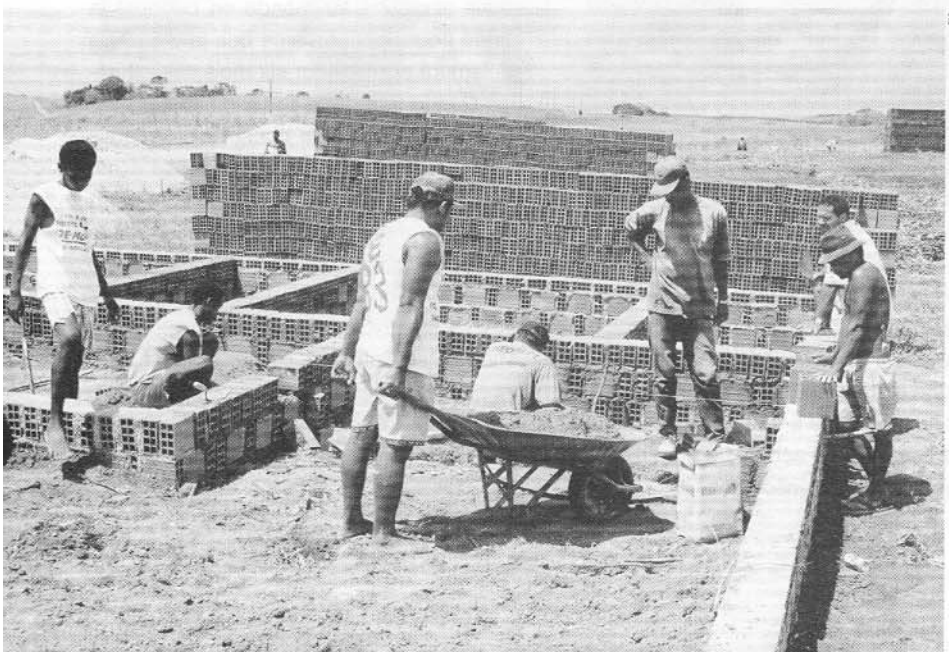


BL

BL

En haut. DES *PARCELEIROS* ASSISTENT EN SPECTATEURS AU DÉCHARGEMENT DES BRIQUES. Minguito, 16 septembre 1999
En bas : LES TAS DE BRIQUES, entreposés sur ce qui était jusqu'alors un champ de canne à sucre, puis un pâturage, signalent l'emplacement où s'élèveront bientôt les maisons. Minguito, 16 septembre 1999

CONSTRUCTION COLLECTIVE D'UNE MAISON DANS L'AGROVILA. Minguito, 21 septembre 1999
Plusieurs *parceleiros* sont réunis pour la construction en commun des maisons. C'est celle de José Vieira que l'on est en train de bâtir. Il veut continuer à vivre sur sa parcelle, mais venir le week-end à l'agroville. Celui qui tient la truelle est Coca, le jeune trésorier de l'Association des *parceleiros* : il a été maçon et guide le travail des autres.



BL

une maison en dur

« Ma maison, je vais la faire grande. [...] Il y a des gens ici qui veulent montrer ce que c'est que d'être quelqu'un. [...] Et ma maison, je vais me battre. Demain je vais au collectif de construction. »

José Vieira, Minguito, 1999

Dans le cadre de l'aide apportée aux *assentamentos* par l'INCRA, les *parceleiros* bénéficient d'une subvention pour acheter les matériaux nécessaires à la construction de nouvelles maisons. Cela leur permettra d'habiter chez eux, dans une maison en dur, alors que la plupart ont toujours vécu dans des maisons de torchis ou des cabanes, qui souvent ne leur appartenaient même pas.

En septembre 1999, nous assistons aux premières étapes de la construction des nouvelles maisons à Minguito ; les *parceleiros* ont voulu regrouper les maisons dans une agroville en bordure de la route, non loin de la sortie de Rio Formoso. Les *parceleiros* attendent avec impatience l'arrivée de l'électricité. Beaucoup insistent sur l'avantage que constitue la proximité de l'école, où leurs enfants pourront aller.

Le terrain a été divisé en lots de 30 mètres sur 15. L'INCRA a fourni un plan-type, que personne ne semble vouloir respecter ; il y a au contraire une sorte de concurrence à celui qui fera la plus belle maison. Les uns travaillent en collectif de *parceleiros*; d'autres préfèrent bâtir en famille, ou avec des amis.

MGN

BACHIARA ET SA FAMILLE. *Assentamento* Cipò, août 1999
Bachiara, son épouse et leurs deux enfants devant leur maison de *parceleiro* à Cipò. Bachiara est né et a grandi dans la plantation. Il n'a jamais envisagé d'en partir. Il passe ses journées à cultiver ses champs et ceux de son beau-père ; le soir, il entraîne l'équipe de football de l'*assentamento*.

MGN

MARCHÉ DE BARREIROS. Barreiros, août 1999
La petite ville de Barreiros avait un marché sans prétention avant la transformation de plusieurs plantations de la région en *assentamentos*. Aujourd'hui, ce marché explose littéralement : les *parceleiros*, à qui l'INCRA a demandé de diversifier les cultures pour faire face à la crise de l'économie sucrière et créer une agriculture vivrière, vendent leur produit.

épilogue (novembre 2002)

En septembre 2000, un arrêté présidentiel a exclu du processus d'expropriation toute propriété faisant l'objet d'une occupation illégale, ce qui aboutit à rendre impossible les campements comme mode de revendication privilégié.
Ceux-ci ont alors été installés en bordure de la propriété visée, notamment sur les bords des routes fédérales, qui appartiennent à l'Etat. L'élection de Lula devrait à nouveau changer les règles du jeu.

En novembre 2002, les dirigeants syndicaux de Rio Formoso (eux-mêmes *parceleiros*) font un bilan mitigé de l'expérience des *assentamentos*.
Très peu de bénéficiaires arrivent à vivre de leur production ; ils se plaignent notamment de l'absence d'assistance adéquate. Ils accusent ainsi l'INCRA d'avoir encouragé les bénéficiaires à acheter des pompes électriques pour irriguer les parcelles, mais de n'avoir jamais réalisé les travaux d'électrification promis, si bien que beaucoup de *parceleiros*, pressés par le besoin, ont fini par brader leur pompe à un propriétaire du coin.
Les syndicalistes espèrent cependant que l'arrivée au pouvoir de Lula va permettre de réaliser une « vraie politique de réforme agraire » et de relancer de nouveaux projets. ■

« Et la question de la liberté, Mario ?
– Ah, Pedro, ça ne se discute même pas, on est libérés, on vole, dans les nuages !
– Mais pourquoi, Mario ?
– Ah, Pedro, parce que là on a commencé à devenir quelqu'un, à être respectés, parce que, quand arrivait l'époque de la récolte, [...] il y avait des gens ici même à Serra d'Agua qui n'avaient même pas droit au dimanche. Ils travaillaient du dimanche au dimanche, sans arrêt, et il fallait y aller [...] Je crois que pour nous ça a été bien mieux, on est devenu beaucoup plus libres. »

Pedro Assunção et Mario, *parceleiros* de Serra d'Agua, 1999